

Les étudiants en médecine annoncent un préavis de grève

■ La rencontre entre les ministres De Block et Marcourt n'a rien donné.

Réunis en nombre devant le cabinet de la ministre fédérale de la Santé Maggie De Block (Open VLD), les étudiants en médecine attendaient ce jeudi avec impatience sa rencontre avec le ministre francophone de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS). Et pour cause, tant cette rencontre devait désamorcer la nouvelle crise des numéros Inami qui touche le monde médical depuis vendredi et le dernier arrêt du Conseil d'Etat.

Ce Conseil, pour rappel, avait jugé que les quotas fédéraux de numéros Inami pour 2021 décidés par la ministre De Block étaient illégaux parce qu'ils ne reposaient pas sur des données précises. Par voie de conséquence, cela invalidait le concours organisé dans les universités francophones en fin de première bac mais, également, la promesse de Maggie de Block de délivrer un numéro Inami,

indispensable pour professer, à tous les étudiants en formation.

Bref, en plein été, la crise était relancée et plongeait des milliers d'étudiants dans l'incertitude quant à leur avenir.

La promesse des ministres

La réunion, pour autant, a fortement déçu les étudiants. Les ministres n'étant pas sortis avec des pistes concrètes, ils ont déposé un préavis de grève à durée indéterminée pour la rentrée académique.

Nul ne sait donc comment les ministres s'en sortiront. Technique, ce dossier est également miné par des enjeux communautaires. Le Nord du pays, globalement, refuse que des numéros Inami supplémentaires soient délivrés aux francophones qui n'ont pas respecté les précédents quotas. Si ce n'est du côté de certains médecins, les francophones, quant à eux, remettent régulièrement en cause cette politique de contingentement qui plongerait de nombreuses régions dans des pénuries de médecins. En attendant donc, les ministres se

sont contents d'un sobre communiqué commun pour réaffirmer leur volonté d'aboutir à une solution. *"Les deux ministres ont eu un échange de points de vue franc, pouvait-on lire. Un groupe de travail composé d'experts et des conseils juridiques des deux ministres est mis en place et s'attelle immédiatement à la tâche. Il analysera également les arrêts du Conseil d'Etat afin de trouver une issue défendable et acceptable pour toutes les parties concernées."*

BdO

Nul ne sait comment les ministres s'en sortiront. Technique, ce dossier est également miné par des enjeux communautaires.